

**RESEAU FERRE DE FRANCE**

---ooOoo---

**Projet de contournement ferroviaire de l'agglomération lyonnaise (CFAL) - partie Nord,  
section SAINT-PIERRE-DE-CHANDIEU (69) à LEYMENT (01)**

**MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS DE LA COMMUNE DE SAINT-LAURENT-DE-MURE**

**ENQUETE PUBLIQUE DU MARDI 26 AVRIL 2011 AU VENDREDI 3 JUIN 2011**

**Arrêté Inter Préfectoral du 28 mars 2011 :  
Monsieur le Préfet de la Région Rhône-Alpes, Préfet du Rhône  
Monsieur le Préfet de l'Isère,  
Monsieur le Préfet de l'Ain**

**Tribunal Administratif de LYON : décision n° E10000315 / 69 du 3 janvier 2011**

**Pétitionnaire : Monsieur le Directeur Régional de RESEAU FERRE DE FRANCE**

---ooOoo---

**RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUETE PUBLIQUE**

---ooOoo---

**MEMBRES DE LA COMMISSION D'ENQUETE PUBLIQUE :**

**Gérard BLONDEL, Président  
Bruno STERIN, Titulaire 1  
Pierre-Yves FAFOURNOUX, Titulaire 2  
Emmanuel ADLER, Titulaire 3  
Jacques FURZAC, Titulaire 4**

---ooOoo---

**Rapport remis le 19 septembre 2011 à Monsieur le Préfet de l'Ain**

## **SOMMAIRE**

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
<b>CHAPITRE 1 : GENERALITES CONCERNANT L’OBJET DE L’ENQUETE PUBLIQUE.....</b>	<b>2</b>
1.1 OBJET DE L’ENQUETE PUBLIQUE.....	2
1.2 AMENAGEMENTS PREVUS SUR LA COMMUNE DE SAINT-LAURENT-DE-MURE.....	3
1.3 CADRE JURIDIQUE ET ADMINISTRATIF .....	3
1.4 RAPPEL DES DATES DES DECISIONS PRISES AVANT L’OUVERTURE DE L’ENQUETE PUBLIQUE .....	3
<b>CHAPITRE 2 : ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L’ENQUETE PUBLIQUE .....</b>	<b>4</b>
2.1 DESIGNATION DE LA COMMISSION D’ENQUETE PUBLIQUE.....	4
2.2 PRISE DE CONNAISSANCE DU PROJET ET VISITE DES LIEUX PAR LA COMMISSION D’ENQUETE.....	4
2.3 PREPARATION DE L’ENQUETE PUBLIQUE.....	5
2.3.1 <i>Elaboration du calendrier des permanences de la Commission</i> .....	5
2.3.2 <i>Information du public</i> .....	6
2.4 CONTENU DU DOSSIER D’ENQUETE PUBLIQUE .....	7
2.5 DEROULEMENT DE L’ENQUETE PUBLIQUE.....	7
2.5.1 <i>Déroulement général</i> .....	7
2.5.2 <i>Observations générales sur le déroulement de l’enquête publique</i> .....	7
2.5.3 <i>Opérations effectuées après la clôture de l’enquête publique</i> .....	7
<b>CHAPITRE 3 : EXAMEN DES OBSERVATIONS ET COMMENTAIRES DE LA COMMISSION.....</b>	<b>8</b>
3.1 OBSERVATIONS FAITES AU COURS DE LA REUNION D’EXAMEN CONJOINT DU 3 FEVRIER 2011 .....	8
3.2 OBSERVATIONS DU PUBLIC .....	8
<b>CHAPITRE 4 : ANALYSE ET EVALUATION DU PROJET PAR LA COMMISSION .....</b>	<b>9</b>
4.1 ANALYSE ET EVALUATION.....	9
4.1.1 <i>Modification du règlement du P.O.S.</i> .....	9
4.1.2 <i>Création d’un emplacement réservé</i> .....	10
4.1.3 <i>Suppression d’Espaces Boisés Classés</i> .....	10

## **INTRODUCTION**

### *Généralités*

En vue de réaliser le projet de Contournement Ferroviaire de l'Agglomération Lyonnaise pour sa partie Nord (CFAL Nord), Réseau Ferré de France (RFF) a sollicité une enquête publique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP).

Ce projet, appelé par la suite Projet CFAL Nord concerne pour partie les vingt cinq communes suivantes, en les regroupant par départements :

- **Ain** : AMBERIEU-EN-BUGEY, BALAN, BELIGNEUX, BEYNOST, LA BOISSE, BRESSOLLES, CHARNOZ-SUR-AIN, CHAZEY-SUR-AIN, DAGNEUX, LEYMENT, MEXIMIEUX, MONTLUEL, NIEVROZ, PEROUGES, SAINT-DENIS-EN-BUGEY, SAINT-MAURICE-DE-REMENS, VILLIEU-LOYES-MOLLON,
- **Isère** : GRENAY, JANNEYRIAS, VILLETTE D'ANTHON,
- **Rhône** : COLOMBIER-SAUGNIEU, JONS, PUSIGNAN, SAINT-LAURENT-DE-MURE, SAINT-PIERRE-DE-CHANDIEU,

Ce projet a nécessité plusieurs autres enquêtes publiques, en vue de la Mise en Compatibilité des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et des Plans d'Occupation des Sols (POS).

Ces enquêtes publiques ont été menées conjointement à l'enquête préalable à la DUP

**Le présent rapport ne concerne que l'enquête publique relative à la Mise en Compatibilité du Plan d'Occupation des Sols de la commune de SAINT-LAURENT-DE-MURE.**

### *Synthèse*

La Commission d'enquête publique a pris connaissance du projet et étudié de manière approfondie les différentes pièces du dossier, visité les lieux concernés, ouvert les registres, veillé à l'accomplissement de toutes les formalités préalables.

Aux jours et heures fixés, les membres de la Commission se sont tenus à la disposition du public.

La Commission a régulièrement informé le pétitionnaire du déroulement de l'enquête.

Un premier bilan de l'enquête et une liste de questions ont été présentés à RFF le 9 juin 2011.

Après avoir obtenu les réponses à ses questions et après avoir rédigé son rapport relatif à la DUP du projet, la Commission a rédigé le présent procès-verbal.

Les conclusions motivées de la Commission d'enquête font l'objet d'un document séparé.

Fait à BOURG-EN-BRESSE, le 19 septembre 2011

**Le Président**

Gérard BLONDEL

**Membre titulaire**

Bruno STERIN

**Membre titulaire**

Pierre-Yves FAFOURNOUX

**Membre titulaire**

Emmanuel ADLER

**Membre titulaire**

Jacques FURZAC

## **CHAPITRE 1 : GENERALITES CONCERNANT L'OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE**

### **1.1 OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE**

**Pétitionnaire :** Réseau Ferré de France (RFF).

Le CFAL est une infrastructure ferroviaire nouvelle qui s'intègre dans une stratégie de développement de grands projets ferroviaires à l'échelle nationale et internationale.

Il doit permettre de répondre à la congestion du réseau ferroviaire constatée en heures de pointe dans la gare de Lyon Part Dieu, qui est aujourd'hui un point incontournable des convois fret en transit.

Le projet de contournement de l'agglomération lyonnaise, en libérant de l'espace permettra à la fois de développer les TER et de répondre à l'augmentation future du trafic fret.

Ce projet permettra également le report multimodal et recentrera la région Rhône-Alpes au cœur des échanges puisque le CFAL sera intégré à des axes frets performants : Nord-Sud, Nord-Italie, Sud-Italie.

Le CFAL comportera :

- une partie Nord, entre SAINT-PIERRE-DE-CHANDIEU et LEYMENT, objet de la présente enquête,
- une partie Sud entre Sibelin et SAINT-PIERRE-DE-CHANDIEU (dont l'APS est en cours d'élaboration).

Le CFAL Nord se développera sur près de 48 km de ligne nouvelle.

La procédure de déclaration d'utilité publique est requise pour ce projet, car il s'agit d'un aménagement pour lequel le Maître d'ouvrage n'est pas assuré de la maîtrise foncière et de ce fait, le recours à l'expropriation peut être nécessaire.

Le but de l'enquête publique est d'informer le public sur la nature du projet.

Le dossier permet de connaître la nature, la localisation du projet et des travaux, leurs principales caractéristiques, et leurs impacts sur l'environnement. Le public peut, ainsi, exprimer ses observations et propositions sur des registres mis à sa disposition ou les adresser, par courrier, à la Commission d'enquête.

L'enquête publique est prévue :

- d'une part, par les articles L.123-1 et suivants du code de l'environnement relatifs à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement : en effet, l'enquête est rendue obligatoire dès lors que les travaux, aménagements ou ouvrages d'une ligne ou d'une portion de ligne nouvelle de chemin de fer d'une longueur supérieure à 5 km ou dont le montant des travaux est supérieur à 1 900 000 euros, sont susceptibles d'affecter l'environnement en raison de leur nature même, de leur consistance ou du caractère des zones concernées,
- d'autre part, par l'article L.11- 1 et les articles R.11-14-1 à R.11-14-15 du code de l'expropriation.

## **1.2 AMENAGEMENTS PREVUS SUR LA COMMUNE DE SAINT-LAURENT-DE-MURE**

Les ouvrages prévus sur la commune de SAINT-LAURENT-DE-MURE sont les suivants, de l'Est vers l'Ouest :

- creusement d'une tranchée commune aux voies V1 et V2 de la ligne,
- creusement de deux tranchées pour les voies V1 et V2 de la ligne, pour passage sous l'ex RN 6,
- percement d'un tunnel à deux tubes sur une longueur d'environ 1500 mètres,
- creusement de deux tranchées pour les voies V1 et V2 de la ligne, pour passage sous l'A 43.

Le plan de localisation des ouvrages figure dans le dossier de Mise en Compatibilité.

## **1.3 CADRE JURIDIQUE ET ADMINISTRATIF**

S'agissant d'interventions présentant un caractère d'intérêt général sur le domaine privé par un maître d'ouvrage public au moyen de financements publics, les opérations programmées doivent faire l'objet d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique, avec enquête publique préalable.

Cette déclaration sera faite suite à une Enquête Préalable, conduite selon les dispositions du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique (notamment les articles R. 11-4 à R.11-14-15).

Conformément à l'article L.123-16 du Code de l'Urbanisme, la DUP d'une opération qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un document d'urbanisme peut intervenir dès lors que l'enquête publique a porté à la fois sur l'utilité publique de l'opération et sur la Mise en Compatibilité des documents d'urbanisme.

La DUP emporte alors approbation des nouvelles dispositions de ces documents.

## **1.4 RAPPEL DES DATES DES DECISIONS PRISES AVANT L'OUVERTURE DE L'ENQUETE PUBLIQUE**

- |             |   |
|-------------|---|
| <b>2003</b> | Analyse d'opportunité du projet,<br>Débat portant sur les objectifs et caractéristiques principales du projet,<br>Définition du Cahier des Charges,<br><u>Décision Ministérielle du 16 mai 2003</u> |
| <b>2005</b> | Consultation des acteurs locaux concernés (été 2005),<br>Cadrage du programme et choix d'un fuseau de 1 000 m<br><u>Décision Ministérielle du 26 décembre 2005</u>                                  |
| <b>2007</b> | Etudes de variantes à l'intérieur du fuseau de 1 000 m<br>Choix d'une bande d'enquête publique. Définition de la consistance, des caractéristiques du projet et de son coût de réalisation.         |
| <b>2009</b> | Consultation des acteurs locaux et des administrations<br><u>Décision Ministérielle du 23 décembre 2009</u>   |
| <b>2010</b> | Demande d'ouverture de l'enquête publique préalable à la DUP et pour la Mise en Compatibilité des PLU, le 4/10/2010 par le Directeur Régional de RFF.   |
| <b>2011</b> | Arrêté inter préfectoral du 28 mars 2011 fixant le cadre de l'enquête publique.   |

## **CHAPITRE 2 : ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE**

### **2.1 DESIGNATION DE LA COMMISSION D'ENQUETE PUBLIQUE**

Sur demande présentée par Monsieur le Préfet de l'Ain, en date du 18 novembre 2010 et enregistrée le 22 novembre 2010, les Présidents des Tribunaux Administratifs de GRENOBLE et de LYON ont désigné, par décision conjointe datée du 16 décembre 2010 n° E1000315 modifiée le 3 janvier 2011, une commission en vue de procéder aux enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique des travaux liés au projet de contournement ferroviaire de l'agglomération lyonnaise (CFAL) - partie nord – section SAINT-PIERRE-DE-CHANDIEU (69) à LEYMENT (01), dans sa traversée des départements de l'Ain, du Rhône et de l'Isère, sur le territoire des communes suivantes :

- dans l'Ain : AMBERIEU-EN-BUGEY, BALAN, BELIGNEUX, BEYNOST, LA BOISSE, BRESSOLLES, CHARNOZ-SUR-AIN, CHAZEY-SUR-AIN, DAGNEUX, LEYMENT, MEXIMIEUX, MONTLUEL, NIEVROZ, PEROUGES, SAINT-DENIS-EN-BUGEY, SAINT-MAURICE-DE-REMENS, VILLIEU-LOYES-MOLLON,
- dans l'Isère : GRENAY, JANNEYRIAS, VILLETTE D'ANTHON,
- dans le Rhône : COLOMBIER-SAUGNIEU, JONS, PUSIGNAN, SAINT-LAURENT-DE-MURE, SAINT-PIERRE-DE-CHANDIEU,

La commission d'enquête était composée des personnes suivantes :

**Président :** Monsieur Gérard BLONDEL

**Membres titulaires :**

Monsieur Bruno STERIN  
Monsieur Pierre-Yves FAFOURNOUX  
Monsieur Emmanuel ADLER  
Monsieur Jacques FURZAC

**Membres suppléants :**

Madame Mireille LETEUR  
Madame Dominique BOULET-REGNY  
Monsieur Bernard SEBIRE.

En cas d'empêchement de Monsieur Gérard BLONDEL, la présidence de la commission sera assurée par Monsieur Bruno STERIN, membre titulaire de la commission. En cas d'empêchement de l'un des membres titulaires, celui-ci sera remplacé par le premier des membres suppléants.

### **2.2 PRISE DE CONNAISSANCE DU PROJET ET VISITE DES LIEUX PAR LA COMMISSION D'ENQUETE**

Chaque membre de la commission a obtenu un dossier auprès de la Préfecture de son département. Le 15 mars 2011, une réunion de travail de la Commission d'enquête a été organisée à la Préfecture de l'Ain, pour la présentation générale du projet. Cette présentation a été faite par Monsieur CUVILLIER responsable du projet à RFF, et Messieurs CHARVET, SIMOND et LIORENS.

Monsieur FLOURENS Directeur Régional Rhône Alpes Auvergne a également participé à la réunion.

La réunion avait pour ordre du jour :

- Les objectifs du projet,
- La Présentation générale du CFAL Nord :
  - Principales caractéristiques
  - Fonctionnalités et trafics
  - Bilan socio-économique
  - L'insertion du projet dans l'environnement,
- L'organisation de l'enquête publique :
  - La mise à disposition du Dossier
  - La logistique (communication, circulation de l'information, ...)

La Commission a jugé utile de reconnaître avec le Maître d'ouvrage l'ensemble du tracé du CFAL Nord et son environnement et de visiter certains sites en particulier.

Cette visite a été organisée le 22 mars 20011.

Tous les membres de la Commission d'enquête étaient présents, sauf M. SEBIRE excusé, et l'équipe projet de RFF. Les neuf points suivants ont été vus :

- le nœud ferroviaire d'AMBERIEU-EN-BUGEY et le raccordement du CFAL au réseau existant,
- le nœud ferroviaire de GRENAY et la connexion avec le LYON-TURIN,
- SAINT-PIERRE-DE-CHANDIEU et le raccordement à la ligne LYON-GRENOBLE,
- l'arrivée du CFAL en gare de Saint-Exupéry,
- VILLETTE-D'ANTHON, le marais de Charvas,
- le raccordement voyageurs de La BOISSE,
- DAGNEUX, le jumelage, la réduction de la consommation d'espace,
- le pont de CHAZEY, le hameau du Buchin et le franchissement de l'Ain,
- LEYMENT, le raccordement du CFAL au réseau existant.

Au cours de l'enquête, chaque membre titulaire de la Commission a également visité en détail certains sites, afin d'examiner les problématiques spécifiques évoquées lors des permanences.

## **2.3 PREPARATION DE L'ENQUETE PUBLIQUE**

### **2.3.1 Elaboration du calendrier des permanences de la Commission**

Après consultation des commissaires enquêteurs, et en concertation avec les services de la Préfecture de l'Ain, en particulier avec Madame ABEL et Monsieur COUCHE, les lieux, dates et heures des permanences de chacun des membres titulaires de la commission d'enquête ont été arrêtés.

L'ouverture de l'enquête publique a été ordonnée par un arrêté inter préfectoral de l'Ain, du Rhône et de l'Isère en date du 28 mars 2011. AMBERIEU-EN-BUGEY a été retenue commune siège de l'enquête.

L'arrêté précisait la date et la durée de cette enquête, du 26 avril 2011 au 3 juin 2011 inclus.

L'arrêté précisait en outre que :

- le dossier d'enquête sera mis à la disposition du public dans les mairies de : AMBERIEU-EN-BUGEY, BALAN, BELIGNEUX, BEYNOST, LA BOISSE, BRESSOLLES, CHARNOZ-SUR-AIN, CHAZEY-SUR-AIN, DAGNEUX, LEYMENT, MEXIMIEUX, MONTLUEL, NIEVROZ, PEROUGES, SAINT-DENIS-EN-BUGEY, SAINT-MAURICE-DE-REMENS, VILLIEU-LOYES-MOLLON (01), COLOMBIER-SAUGNIEU, JONS, PUSIGNAN, SAINT-LAURENT-DE-MURE, SAINT-PIERRE-DE-CHANDIEU (69) et GRENAY, JANNEYRIAS, VILLETTE D'ANTHON (38) ;
- des registres d'enquête destinés à recevoir les observations du public seront mis à sa disposition dans les mairies précitées aux heures habituelles d'ouverture,
- les observations pourront également être transmises, par courrier, au président de la commission, en mairie d'AMBERIEU-EN-BUGEY, siège de l'enquête publique.
- des membres de la commission d'enquête recevront les observations du public au cours des permanences dans les différentes communes concernées par le projet.

Il a été prévu de tenir soixante trois permanences aux jours et lieux suivants :

COMMUNES	PERMANENCE 1	PERMANENCE 2	PERMANENCE 3
AMBERIEU	27/04 de 8h00 à 11h00	18/05 de 14h30 à 17h30	03/06 de 14 h 30 à 17 h 30
BALAN	02/05 de 10h00 à 12h00	18/05 de 16h00 à 18h00	
BELIGNEUX	06/05 de 14h00 à 17h00	16/05 de 14h30 à 17h30	03/06 de 9h00 à 12h00
BEYNOST	26/04 de 9h00 à 12h00	04/05 de 9h00 à 12h00	30/05 de 14h00 à 17h00
LA BOISSE	9/05 de 15h30 à 18h30	20/05 de 14h00 à 17h00	31/05 de 15h30 à 18h30
BRESSOLLES	16/05 de 9h00 à 12h00	03/06 de 15h00 à 18h00	
CHARNOZ-SUR-AIN	28/04 de 16h30 à 19h30	23/05 de 14h00 à 17h00	
CHAZEY-SUR-AIN	04/05 de 16h30 à 18h30	25/05 de 16h30 à 18h30	
COLOMBIER-SAUGNIEU	13/05 de 9h00 à 12h00	16/05 de 14h00 à 17h00	
DAGNEUX	06/05 de 9h00 à 12h00	11/05 de 15h00 à 18h00	31/05 de 9h00 à 12h00
GRENAY	20/05 de 16h00 à 18h15	23/05 de 16h00 à 18h15	
JANNEYRIAS	06/05 de 15h00 à 18h00	12/05 de 15h00 à 18h00	
JONS	06/05 de 9h30 à 11h30	13/05 de 9h30 à 11h30	
LEYMENT	06/05 de 15h00 à 18h00	01/06 de 14h30 à 17h30	
MEXIMIEUX	03/05 de 9h00 à 12h00	25/05 de 14h30 à 17h30	30/05 de 14h30 à 17h30
MONTLUEL	03/05 de 14h30 à 17h30	17/05 de 14h30 à 17h30	03/06 de 14h00 à 17h00
NIEVROZ	30/04 de 8h30 à 11h30	18/05 de 8h30 à 11h30	
PEROUGES	9/05 de 14h00 à 17h00	27/05 de 15h00 à 18h00	
PUSIGNAN	29/04 de 9h00 à 12h00	09/05 de 9h00 à 12h00	
SAINT-DENIS-en-BUGEY	26/04 de 9h00 à 11h00	19/05 de 9h00 à 11h00	
SAINT-LAURENT-de-MURE	24/05 de 9h00 à 12h00	27/05 de 14h30 à 17h30	30/05 de 9h00 à 12h00
SAINT-MAURICE-de-REMENS	29/04 de 14h30 à 17h30	13/05 de 14h30 à 17h30	
SAINT-PIERRE-de-CHANDIEU	04/05 de 15h00 à 18h00	20/05 de 15h00 à 18h00	31/05 de 14h30 à 17h30
VILLETTE D'ANTHON	10/05 de 15h00 à 18h00	27/05 de 14h00 à 17h00	3/06 de 14h00 à 17h00
VILLIEU-LOYES-MOLLON	29/04 de 14h00 à 17h00	14/05 de 9h00 à 12h00	28/05 de 9h00 à 12h00

### **2.3.2 Information du public**

L'annonce de l'enquête a été faite par les soins de la Préfecture de l'Ain dans les annonces légales de six journaux régionaux diffusés dans les départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône et deux journaux à diffusion nationale :

- LE PROGRES DE L'AIN	du 01/04/2011 et 02/05/2011
- LA VOIX DE L'AIN	du 01/04/2011 et 06/05/2011
- LE PROGRES DE LYON	du 01/04/2011 et 02/05/2011
- LE TOUT LYON	du 02/04/2011 et 30/04/2011
- LE DAUPHINE (édition de l'Isère)	du 01/04/2011 et 29/04/2011
- LES AFFICHES DE GRENOBLE ET DU DAUPHINE	du 01/04/2011 et 29/04/2011
- LE MONDE	du 01/04/2011 et 29/04/2011
- LE FIGARO	du 01/04/2011 et 29/04/2011

Les mairies concernées par l'enquête publique ont bien affiché l'avis d'enquête sur les panneaux réservés à cet effet. Un affichage sur site a été également effectué par les services de RFF.



## **2.4 CONTENU DU DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE**

Le dossier complet était rangé dans une mallette comprenant douze volumes au format A3 présentant les aspects techniques, économiques et environnementaux du projet CFAL Nord.

Les dossiers de Mise en Compatibilité des documents d'urbanisme comprenaient quatre volumes au format A3 :

**Volume 8 :**    **Pièce I :**       Dossier de Mise en Compatibilité des documents d'urbanisme  
   **I1**       Notice Générale

**Volume 9 :**    **Pièce I :**       Dossier de Mise en Compatibilité des documents d'urbanisme  
   **I2**       Département de l'Ain

**Volume 10 :**   **Pièce I :**       Dossier de Mise en Compatibilité des documents d'urbanisme  
   **I3**       Département de l'Isère

**Volume 11 :**   **Pièce I :**       Dossier de Mise en Compatibilité des documents d'urbanisme  
   **I4**       Département du Rhône

L'ensemble était assez volumineux (le poids total du dossier était de 18 kilos).

Toutefois, la très bonne qualité de la rédaction et des supports cartographiques permettait une bonne compréhension du dossier.

La partie correspondant à la commune de SAINT-LAURENT-DE-MURE comprenait 29 pages.

## **2.5 DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE**

### **2.5.1 Déroulement général**

L'enquête s'est déroulée du mardi 26 avril 2011 au vendredi 3 juin 2011 inclus.

Le dossier complet a été consultable par le public dans les mairies des communes concernées, aux heures d'ouverture habituelles. Toutes les permanences prévues dans l'arrêté d'ouverture d'enquête pour recevoir les observations du public par un membre de la commission d'enquête ont été tenues.

Les dossiers de Mise en Compatibilité des documents d'urbanisme étaient consultables dans chaque commune lieu d'enquête. La mise à disposition du public du dossier d'enquête et du registre a été assurée en dehors des permanences de la Commission d'enquête par chaque commune.

### **2.5.2 Observations générales sur le déroulement de l'enquête publique**

L'enquête s'est déroulée dans un climat tendu mais néanmoins courtois. Aucun incident n'a été relevé.

La Commission d'enquête estime que les dispositions ont bien été prises pour informer le public du déroulement de l'enquête, pour lui permettre d'examiner le dossier de Mise en Compatibilité du P.O.S. de SAINT-LAURENT-DE-MURE et de présenter ses observations, ses suggestions et ses critiques.

Dès lors, l'un des objectifs essentiels de l'enquête publique a été satisfait en offrant, par la publicité et l'information apportées, la possibilité d'expression des citoyens sur ce projet.

### **2.5.3 Opérations effectuées après la clôture de l'enquête publique**

A la fin de l'enquête, les maires des 25 communes concernées par le projet de la DUP et des 22 communes concernées pour la Mise en Compatibilité des documents d'urbanisme ont déclaré clos les registres d'enquête et les ont remis aux membres de la Commission.

La Commission a ensuite rencontré RFF à plusieurs occasions et elle a rédigé le présent rapport.

## **CHAPITRE 3 : EXAMEN DES OBSERVATIONS ET COMMENTAIRES DE LA COMMISSION**

### **3.1 OBSERVATIONS FAITES AU COURS DE LA REUNION D'EXAMEN CONJOINT DU 3 FEVRIER 2011**

#### **Avis des participants**

Madame le Maire de SAINT-LAURENT-DE-MURE ne fait pas d'observation particulière concernant la Mise en Compatibilité du P.O.S.

### **3.2 OBSERVATIONS DU PUBLIC**

Le public est venu lors des trois permanences du Commissaire enquêteur.

Une observation a été déposée dans le registre par Madame Colette GODIN, il s'agit d'e l'expression de son opposition à la DUP du projet CFAL, sur la commune de PUSIGNAN.

Aucune observation n'a été faite par le public sur la Mise en Compatibilité du document d'urbanisme.

#### **Commentaires de la Commission d'enquête**

La Commission d'enquête a émis un avis favorable à la Déclaration d'Utilité Publique du projet CFAL Nord, cet avis n'étant accompagné d'aucune réserve concernant le tracé sur le territoire de la commune de SAINT-LAURENT-DE-MURE.

## **CHAPITRE 4 : ANALYSE ET EVALUATION DU PROJET PAR LA COMMISSION**

L'analyse et l'évaluation menées dans ce chapitre ne portent que sur les aspects et les incidences du projet sur le territoire de SAINT-LAURENT-DE-MURE, au regard de la Mise en Compatibilité du document d'urbanisme.

### **4.1 ANALYSE ET EVALUATION**

#### **4.1.1 Modification du règlement du P.O.S.**

Les modifications à apporter au règlement sont les suivantes :

##### **Article NC1 : Occupations et utilisations des sols admises**

Il est ajouté : « i) *Les constructions et installations nécessaires au fonctionnement et à l'exploitation des infrastructures ferroviaires, y compris les affouillements et exhaussements qui y sont liés* ».

##### **Article NC 6 - Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques**

Il est ajouté : « *en dehors des zones agglomérées et sauf indication graphique contraire, les constructions devront être implantées à 2 m à partir de la limite des emprises ferroviaires* ».

##### **Article NC10 - Hauteur maximum des constructions**

Il est ajouté : « ... *ni aux bâtiments et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des infrastructures ferroviaires* ».

##### **Article ND1 : Occupations et utilisations des sols admises**

Il est ajouté : « h) *Les constructions et installations nécessaires au fonctionnement et à l'exploitation des infrastructures ferroviaires, y compris les affouillements et exhaussements qui y sont liés* ».

##### **Article ND2 : Occupations et utilisations des sols interdites**

Il est ajouté : « ... *Les constructions à usage d'habitation et d'équipement collectif, non liées à la pratique des loisirs ou aux activités ferroviaires* ».

##### **Article ND 6 - Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques**

Il est ajouté : « *en dehors des zones agglomérées et sauf indication graphique contraire, les constructions devront être implantées à 2 m à partir de la limite des emprises ferroviaires* ».

##### **Article NC10 - Hauteur maximum des constructions**

Il est ajouté : « ... *ni aux bâtiments et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des infrastructures ferroviaires* ».

##### **Article US 6 - Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques**

Il est ajouté : « *en dehors des zones agglomérées et sauf indication graphique contraire, les constructions devront être implantées à 2 m à partir de la limite des emprises ferroviaires* ».

##### **Article US10 - Hauteur maximum des constructions**

Il est ajouté : « ... *ni aux bâtiments et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des infrastructures ferroviaires* ».

### **Commentaires de la Commission d'enquête**

Ces modifications ne suscitent pas de commentaire particulier de la part de la Commission.

#### **4.1.2 Création d'un emplacement réservé**

La liste des emplacements réservés est ainsi modifiée et complétée :

N° V 28 : Contournement Ferroviaire de l'Agglomération Lyonnaise partie Nord  
 Bénéficiaire : RFF  
 Largeur : 100 à 300 m  
 Superficie : 694 693 m<sup>2</sup>.

#### **Commentaires de la Commission d'enquête**

Ces modifications ne suscitent pas de commentaire particulier de la part de la Commission.

#### **4.1.3 Suppression d'Espaces Boisés Classés**

##### ♦ Bilan des Espaces Boisés Classés supprimés :

Le dossier indique que la surface distraite du classement en E.B.C. est de 9 635 m<sup>2</sup>.  
 Le dossier n'indique pas la surface totale des E.B.C. dans la commune.

##### ♦ Comparaison des Documents graphiques « opposable » et « mise en comptabilité » :

La comparaison des deux documents et l'examen de l'Etude d'Impact sur l'Environnement montre que les suppressions d'E.B.C. portent sur un secteur :

POS de SAINT-LAURENT-DE-MURE Dénomination du secteur	Espaces Boisés Classés traversés			
	Type de contact	Etat de l'EBC	Ouvrages prévus	Surface supprimée (m <sup>2</sup> )
Bois de Châtenay	Suppression partielle	<i>Non précisé</i>	Tête Est du tunnel	9 635

##### ♦ Justifications techniques fournies :

Il n'est pas fourni de justification précise.

##### ♦ Description de l'Etat Initial de l'Environnement des E.B.C. :

Le dossier ne fournit aucune description de ces E.B.C. (espèces, valeur écologique, ...).

##### ♦ Impacts sur l'environnement de la suppression des E.B.C. :

Les impacts sur l'environnement de la suppression des ces E.B.C. ne sont pas décrits.

##### ♦ Mesures compensatoires à la suppression des E.B.C. :

Les mesures compensatoires proposées pour réduire les impacts sur l'environnement de la suppression des ces E.B.C. ne sont pas décrites.

### **Commentaires de la Commission d'enquête**

La suppression de 0,96 ha d'Espaces Boisés Classés ne peut être envisagée sans apporter des précisions complémentaires, d'autant plus qu'il s'agit d'un boisement qui est également en partie supprimer au Sud sur la commune de GRENAY, sur une surface d'environ 2, 4 ha.

Cet espace joue un rôle important dans le paysage et il s'inscrit dans un corridor de passage de grands mammifères.

Enfin, la partie Est du territoire des communes de GRENAY et de SAINT-LAURENT-DE-MURE risque, dans un futur proche, d'être fortement impactée par le tracé de la ligne LYON-TURIN.

**RESEAU FERRE DE FRANCE**

---ooOoo---

**Projet de contournement ferroviaire de l'agglomération lyonnaise (CFAL) - partie Nord,  
section SAINT-PIERRE-DE-CHANDIEU (69) à LEYMENT (01)**

**MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS DE LA COMMUNE DE SAINT-LAURENT-DE-MURE**

**ENQUETE PUBLIQUE DU MARDI 26 AVRIL 2011 AU VENDREDI 3 JUIN 2011**

**Arrêté Inter Préfectoral du 28 mars 2011 :  
Monsieur le Préfet de la Région Rhône-Alpes, Préfet du Rhône  
Monsieur le Préfet de l'Isère,  
Monsieur le Préfet de l'Ain**

**Tribunal Administratif de LYON : décision n° E10000315 / 69 du 3 janvier 2011**

**Pétitionnaire : Monsieur le Directeur Régional de RESEAU FERRE DE FRANCE**

---ooOoo---

**CONCLUSIONS MOTIVEES DE LA COMMISSION D'ENQUETE PUBLIQUE**

---ooOoo---

**MEMBRES DE LA COMMISSION D'ENQUETE PUBLIQUE :**

**Gérard BLONDEL, Président  
Bruno STERIN, Titulaire 1  
Pierre-Yves FAFOURNOUX, Titulaire 2  
Emmanuel ADLER, Titulaire 3  
Jacques FURZAC, Titulaire 4**

---ooOoo---

**Rapport remis le 19 septembre 2011 à Monsieur le Préfet de l'Ain**

## **CONCLUSIONS MOTIVEES DE LA COMMISSION D'ENQUETE**

La Mise en Compatibilité du P.O.S. de la Commune de SAINT-LAURENT-DE-MURE est juridiquement requise pour autoriser les travaux et aménagements nécessaires à la réalisation du projet de Contournement Ferroviaire de l'Agglomération Lyonnaise pour sa partie Nord.

Cette Mise en Compatibilité implique :

- la modification de quelques articles du Règlement du P.O.S.,
- l'inscription d'un emplacement réservé pour l'emprise de la future ligne,
- et la suppression d'une surface classée en Espaces Boisés Classés de 9 635 m<sup>2</sup>.

L'enquête publique relative à la Mise en Compatibilité du Plan d'Occupation des Sols de la commune de SAINT-LAURENT-DE-MURE (Rhône) s'est déroulée du 26 avril 2011 au 3 juin 2011, dans des conditions satisfaisantes et permettant la libre expression du public.

Le public et des associations de protection de l'environnement ont participé aux enquêtes préalables à la Déclaration d'Utilité publique et à la Mise en Compatibilité du document d'urbanisme de la commune. Toutefois, aucune observation n'a été exprimée sur la Mise en Compatibilité du P.O.S.

En conclusion, après avoir procédé aux vérifications qu'elle a estimé utiles, et en l'état actuel du dossier, la Commission d'enquête estime que :

- ◆ la Mise en Compatibilité du P.O.S. de SAINT-LAURENT-DE-MURE est nécessaire pour permettre la réalisation sur cette commune des ouvrages prévus dans le projet CFAL Nord ;
- ◆ les modifications du règlement du P.O.S. ne visent qu'à permettre la réalisation des bâtiments et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ferroviaires ;
- ◆ les déclassements des Espaces Boisés Classés (E.B.C.) concernent un secteur d'une surface totale de 0,96 ha, situé sur l'emprise des travaux de construction de la ligne ; ce déclassement est nécessaire, mais il est regrettable que :
  - l'état initial des E.B.C. supprimés n'ait pas été décrit,
  - les impacts sur l'environnement de cette suppression n'aient pas été évalués,
  - les mesures compensatoires à ces destructions n'aient pas été présentées dans le dossier mis à l'enquête publique.
- ◆ Hormis cette dernière remarque, la Mise en Compatibilité du document d'urbanisme n'entraîne pas de modification importante du P.O.S.

En conséquence, et afin de ne pas retarder la réalisation du projet CFAL Nord dont la nécessité est établie, la Commission d'enquête émet **un avis favorable** au projet de Mise en Compatibilité du Plan d'Occupation des Sols de SAINT-LAURENT-DE-MURE, cet avis étant assorti toutefois **d'une réserve<sup>α</sup> et d'une recommandation<sup>β</sup>** :

**Réserve 1** : fournir une note complémentaire indiquant :

- la valeur écologique des boisements dont le défrichement est envisagé,
- les impacts sur l'environnement de ces défrichements,
- les mesures compensatoires proposées dans le cadre du projet, et localisées de préférence sur le territoire de la commune.

Cette note complémentaire sera accompagnée d'une carte en couleurs précise à l'échelle 1/5 000. Elle devra être jointe au dossier de Mise en Compatibilité final présenté à la Commune.

**Recommandation 1** : réduire la surface des boisements défrichés au strict minimum nécessaire.

Fait à BOURG-EN-BRESSE, le 19 septembre 2011

**Le Président**  
Gérard BLONDEL

**Membre titulaire**  
Bruno STERIN

**Membre titulaire**  
Pierre-Yves FAFOURNOUX

**Membre titulaire**  
Emmanuel ADLER

**Membre titulaire**  
Jacques FURZAC

---

<sup>α</sup> Réserve : si la réserve n'est pas levée par le Maître d'Ouvrage, l'avis est réputé défavorable.

<sup>β</sup> Recommandations : les recommandations sont des préconisations formulées par la Commission d'enquête et dont la prise en compte par le Maître d'Ouvrage serait souhaitable.